Mandats du Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants; et du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires

REFERENCE:
AL/DJI/1/2020

27 juillet 2020

Excellence,

Nous avons l'honneur de nous adresser à vous en nos qualités de Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants; et Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, conformément aux résolutions 34/19 et 36/6 du Conseil des droits de l'homme.

Dans ce contexte, nous souhaiterions attirer l'attention du Gouvernement de votre Excellence sur des informations que nous avons reçues concernant **M. Mohammed Abdullah Saleh Al-Asad**, qui aurait été détenu au secret, et soumis à la torture et à des mauvais traitements à Djibouti, en Tanzanie, en Afghanistan et au Yémen dans le cadre du programme de restitution extraordinaire mené par les États-Unis¹, ainsi que **Mme Zahra Ahmed Mohamed**, son épouse, qui aurait souffert psychologiquement n'ayant aucune information sur le sort de son mari au cours de sa disparition.

M. al-Asad est un ressortissant Yéménite qui résidait en Tanzanie, avec sa famille dont son épouse, Mme Mohamed.

Selon les informations reçues :

Le 26 décembre 2003, Mme Mohamed aurait été témoin de l'enlèvement de son mari, M. al-Asad, à leur domicile familial en Tanzanie par des agents de police tanzaniens qui l'auraient emmené sans mandat d'arrêt. Des agents, en vêtements civils, seraient venus à son domicile, lui auraient bandé les yeux puis l'auraient poussé dans une voiture et l'auraient emmené.

Le 27 décembre 2003, M. al-Asad aurait été transporté de la Tanzanie vers Djibouti, où il aurait été détenu au secret pendant deux semaines. À son arrivée à l'aéroport international de Djibouti-Ambouli, M. al-Asad aurait été conduit par les forces de sécurité djiboutiennes vers un centre de détention local, qui serait située dans le quartier du Plateau de Serpent de la ville de Djibouti, à environ 20-30 minutes en voiture de l'aéroport. Dans ce centre de détention, M. al-Asad aurait été surveillé par les forces de sécurité djiboutiennes et détenu dans des conditions déplorables: sa cellule était une pièce nue insalubre et pleine de moustiques, ce qui lui rendaient le sommeil impossible. Il aurait gardé les mêmes vêtements tout au long de sa détention. Il aurait été interrogé environ trois fois par un membre

---

¹ M. al-Asad était inscrit en tant que détenu numéro 92 dans le Rapport du Comité sénatorial spécial sur l'étude du Comité du renseignement sur le programme de détention et d'interrogation de la Central Intelligence Agency, 112e Cong. Voir supra note 4, à 460 sur 499

des forces de sécurité djiboutiennes, ainsi que par un agent du gouvernement américain accompagné d'un interprète.

Le 7 janvier 2004, les forces de sécurité djiboutiennes auraient de nouveau conduit M. al-Asad à l'aéroport et l'auraient remis à des agents américains qui attendaient sur le tarmac. Alors qu'il était toujours sur place, la CIA aurait soumis M. al-Asad à la technique brutale "capture shock", une procédure équivalant à de la torture que la CIA aurait déployée pour favoriser ce qu'elle appelait « l'impuissance apprise », un sentiment de soumission totale au contrôle américain. M. al-Asad aurait été déshabillé, agressé sexuellement, on lui aurait mi une couche puis il aurait été enchaîné et attaché au plancher d'un avion.

M. al-Asad a ensuite été transporté en Afghanistan, où il aurait été détenu au secret et soumis à la torture et aux mauvais traitements par la CIA pendant 16 mois. Il aurait été détenu dans une cellule sombre, où il aurait été incapable de se tenir debout à cause de chaînes le reliant au mur. Ses ravisseurs américains mettaient de la musique à très forte vibrations 24 heures par jour, ce qui aurait surchargé ses sens et l'aurait empêché de dormir. Plusieurs mois plus tard, M. al-Asad aurait été transféré dans ce qui serait appelé un « site noir », construit en Afghanistan, où il aurait été soumis à des manipulations alimentaires, maintenu en isolement complet sans voir la lumière du soleil. Chaque fois que M. al-Asad était transféré, il aurait été soumis de nouveau à la technique du « capture shock ». En raison de ces pratiques subies, M. al-Asad aurait développé une aversion intense pour les voyages, craignant de se voir à nouveau infliger ce traitement brutal. Tout au long de sa détention, il n'aurait jamais eu la possibilité de contacter ni sa famille, ni le consulat du Yémen, ni un représentant légal ou même des agences humanitaires et n'aurait jamais été présenté devant un tribunal.

Le 5 mai 2005, la CIA aurait transporté M. al-Asad depuis l'Afghanistan vers le Yémen, où il aurait encore été détenu. Ce n'est qu'après l'arrivée de M. al-Asad au Yémen que Mme Mohamed aurait découvert ce qui était arrivé à son mari. Elle aurait appris que le lendemain de l'enlèvement de son mari par les autorités tanzaniennes, il aurait été transporté, détenu et interrogé à Djibouti pendant deux semaines dans un centre de détention local. Le 7 janvier 2004, les autorités djiboutiennes l'auraient remis à la CIA sur le tarmac de l'aéroport de Djibouti. Il aurait ensuite été transporté en Afghanistan, où la CIA l'aurait détenu et torturé dans trois établissements différents, y compris un « site noir » construit à cet effet, pendant un an et demi.

Après 10 mois dans les prisons yéménites, le gouvernement des États-Unis aurait donné des instructions au gouvernement du Yémen de finalement libérer M. al-Asad, qui aurait été par la suite réuni avec sa famille. M. al-Asad n'a jamais été accusé de terrorisme, ou conduit au centre de détention de la baie de Guantanamo ni même été désigné comme terroriste par le gouvernement américain ou quelque autre gouvernement.

Durant la période de disparation forcée de son mari, Mme Mohammed aurait cherché inlassablement son mari, mais elle aurait à chaque fois été accueillie par le silence et la dissimulation. Elle aurait cherché son mari dans les prisons locales en Tanzanie; demandé des informations à des diplomates et 'autres responsables. La famille aurait également cherché au Yémen après que les médias locaux aient signalé à tort qu'il avait été extradé. Mme Mohammed aurait également déposé une demande de recherche auprès du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) entre autres. Malgré ces démarches, elle n'a eu aucune information sur son mari; elle n'a pas pu savoir où il était, qui le détenait, s'il était en sécurité, ou même s'il était vivant. Mme Mohamed et sa famille auront vécu dans l'angoisse et l'incertitude de ne pas connaître le sort du mari et père de famille. Mme Mohamed était enceinte de deux mois au moment où son mari a été enlevé et elle a accouché alors que M. al-Asad était toujours absent.

Après la libération de son mari, Mme Mohamed a appris certains des détails poignants de ce que son mari aurait subi pendant sa disparition forcée. Les séquelles psychologiques durables, causés par la torture que M. al-Asad aurait subi, aurait également affecté Mme Mohammed et sa famille, après son retour au pays. Sa personnalité avait changé et il serait devenu une personne colérique avec très peu de patience. La colère et l'impatience l'aurait rendu physiquement malade. Durant ses épisodes colériques, il était au bord des larmes, et se retirait pour être seul. Ensuite, il s'excusait. Il était difficile pour lui-même ainsi que pour sa famille de se voir hors de contrôle. Non seulement la famille aurait été impactée par les séquelles psychologiques, mais la torture et la disparition de M. al-Asad auraient également épuisé les ressources financières de la famille et auraient nui à l'éducation de leurs enfants.

Le 8 mai 2016, dix ans après sa libération de prison au Yémen, M. al-Asad serait décédé subitement. Il aurait souffert de douleurs pulmonaires pendant un certain temps, mais aurait eu trop peur de voyager pour consulter un médecin. Mme Mohammed attribue son décès à son expérience de détention à cause de laquelle il aurait développé une paranoïa, ce qui l'aurait empêché de suivre un traitement médical qui aurait pu lui sauver la vie.

Sans vouloir préjuger des faits dont nous avons été informés, nous sommes gravement préoccupés par la disparition forcée et les mauvais traitements infligés à M. al-Asad pendant sa détention à Djibouti. Nous sommes également gravement concernés par la participation du Gouvernement de votre Excellence au programme de restitution extraordinaire mené par les États-Unis et à la déportation illégale de M. al-Asad en Afghanistan, ce qui l'aurait de nouveau exposé à la torture. En ce qui concerne les faits allégués, le manque d'information sur le sort de M. al-Asad, et le refus de reconnaître son enlèvement et sa détention malgré de nombreuses tentatives de recherche, la torture et les mauvais traitements et l'interdiction d'accès aux garanties procédurales, s'ils sont confirmés, constitueraient une violation grave du droit international des droits de la personne, en particulier les articles 3, 7 et 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), les protections prévues par la Déclaration sur la protection de

toutes les personnes contre les disparitions forcées adoptée par la résolution 47/133 de l'Assemblée générale du 18 décembre 1992, en particulier les articles 1, 2, 3, 7, 9, 10, 13, 17 et 19, ainsi que l'interdiction absolue et non-dérogable de la torture et autres mauvais traitements, en vertu des articles 2 et 16 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (CAT).

Nous souhaiterions attirer l'attention du Gouvernement de Votre Excellence sur le fait que les disparitions forcées peuvent constituer une torture non seulement à l'égard des disparus, mais aussi à l'égard de la famille et des proches des disparus. (A/56/156, par. 9-16). La disparition, la détention arbitraire et au secret de M. al-Asad peuvent également être équivalent à la corruption (A/HRC/40/59, par. 16 et 48-60), à la trahison de la confiance communautaire causant de graves souffrances mentales, à la déstabilisation émotionnelle et au traumatisme individuel et collectif durable. Selon l'avis du Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, « l'arbitraire ou la persécution de la part des institutions, lorsqu'elles causent de manière intentionnelle et délibérée une douleur ou des souffrances mentales aiguës à des personnes en état d'impuissance, peuvent constituer une torture psychologique ou y contribuer » cela peut constituer ou contribuer à la torture psychologique » (A/HRC/43/49, par. 63).

En relation avec les faits allégués ci-dessus, nous vous prions de bien vouloir vous référer à l'annexe ci-jointe qui énonce **les textes relatifs aux instruments juridiques et autres standards établis en matière de droits de l'homme.**

Comme il est de notre responsabilité, en vertu des mandats qui nous ont été confiés par le Conseil des droits de l'homme, de solliciter votre coopération pour tirer au clair les cas qui ont été portés à notre attention, nous serions reconnaissants(es) au Gouvernement de votre Excellence de ses observations sur les points suivants:

1. Veuillez nous transmettre toute information ou tout commentaire complémentaire en relation avec les allégations susmentionnées.
2. Veuillez fournir toute information sur les motifs juridiques de la détention de M. al-Asad, et les raisons pour lesquelles sa famille n'aurait pas été informée de son arrestation et de son lieu de détention.
3. Veuillez fournir toute information sur les mesures prises par les autorités compétentes pour enquêter sur les allégations de détention arbitraire et au secret, disparitions forcée, torture et de mauvais traitements de M. al-Asad. Veuillez fournir des informations détaillées sur toute enquête, judiciaire ou autre, si aucune enquête n'a eu lieu, ou si elles n'ont pas été concluantes, veuillez expliquer pourquoi, et comment cela est compatible avec les obligations internationales de Djibouti en matière de droits de l'homme.

4. Veuillez indiquer les mesures concrètes prises par le Gouvernement de Votre Excellence pour remplir ses obligations en vertu du principe de non-refoulement.
5. Veuillez indiquer si des mesures ont été prises, afin de s'assurer que Mme Mohammed obtienne réparation pour le préjudice infligé à son mari et à sa famille, y compris une indemnisation juste et adéquate pour les préjudices physiques, psychologiques et de réputation, dû à la disparition forcée de son mari M. al-Asad. Si de telles mesures n'ont pas été prises, veuillez expliquer comment cela est compatible avec les obligations internationales en matière de droits de l'homme de Djibouti en vertu des conventions qu'il a ratifiées.

Nous serions reconnaissants(es) de recevoir une réponse de votre part à ces questions dans un délai de 60 jours. Passé ce délai, cette communication, ainsi que toute réponse reçue du gouvernement de votre Excellence, seront rendues publiques sur le [site internet](#) rapportant les communications. Elles seront également disponibles par la suite dans le rapport habituel présenté au Conseil des Droits de l'Homme.

Dans l'attente d'une réponse de votre part, nous prions le Gouvernement de votre Excellence de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection des droits et des libertés de l'(des) individu(s) mentionné(s), de diligenter des enquêtes sur les violations qui auraient été perpétrées et de traduire les responsables en justice. Nous prions aussi votre Gouvernement d'adopter, le cas échéant, toutes les mesures nécessaires pour prévenir la répétition des faits mentionnés.

Nous tenons à informer le gouvernement de votre Excellence que le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires ont écrit une lettre similaire au Gouvernement des États-Unis.

Veuillez agréer, Excellence, l'assurance de notre haute considération.

Nils Melzer

Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Luciano Hazan

Président-Rapporteur du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires

Annexe

Références aux instruments juridiques et autres standards établis en matière de droits de l'homme

En ce qui concerne les faits allégués et préoccupations susmentionnés, nous aimerions attirer l'attention du gouvernement de Votre Excellence aux normes et standards internationaux pertinents qui s'appliquent aux questions soulevées par la situation décrite.

Nous tenions à souligner que chaque gouvernement a l'obligation de protéger le droit à l'intégrité physique et mentale de toutes les personnes. L'interdiction universelle de la torture est reconnue comme ayant un caractère absolu, non-dérogable et péremptoire et a été réaffirmée dans de nombreux instruments internationaux en matière de droits de l'homme, du droit humanitaire et du droit pénal. Elle est reflétée notamment dans l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH), aux articles 2 et 16 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (CAT), et l'article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP). Djibouti est devenue partie au CAT et au PIDCP à la suite de son adhésion le 5 novembre 2002.

Nous souhaiterions attirer l'attention du gouvernement de Votre Excellence sur l'article 3 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, qui stipule que : « Aucun Etat partie n'expulsera, ne refoulera, ni n'extradera une personne vers un autre Etat où il y a des motifs sérieux de croire qu'elle risque d'être soumise à la torture. »; « Pour déterminer s'il y a de tels motifs, les autorités compétentes tiendront compte de toutes les considérations pertinentes, y compris, le cas échéant, de l'existence, dans l'Etat intéressé, d'un ensemble de violations systématiques des droits de l'homme, graves, flagrantes ou massives ».

Le Comité contre la torture et le Comité des droits de l'homme des Nations Unies ont conclu à plusieurs reprises que les disparitions forcées peuvent équivaloir à la torture et à d'autres formes de mauvais traitements, tant à l'égard des personnes disparues que des membres de leur famille, en raison de l'angoisse et de l'incertitude concernant le sort et la localisation des êtres chers. Le mandat du rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants reconnaît depuis longtemps la torture « psychologique » ou « mentale » comme un concept analytique distinct de la torture physique (voir E/CN.4/1986/15), et défini de manière à inclure toutes les méthodes, techniques et circonstances destinées ou conçues pour infliger intentionnellement une douleur ou une souffrance mentale grave sans utiliser les techniques ou l'effet d'une douleur ou d'une souffrance physique grave. La perte de confiance communautaire est également une méthode de torture psychologique lorsque les processus constitutionnels sont fatalement corrompus et que le pouvoir administratif et judiciaire est utilisé pour contourner l'État de droit et les principes de l'application régulière de la loi, par exemple par la détention arbitraire, détention au secret, isolement cellulaire, disparition forcée, détention coercitive et peines cruelles, inhumaines ou dégradantes (A/HRC/43/49, para 61-67).

Nous aimerions également faire référence à la Déclaration des Nations Unies sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, qui énonce les protections nécessaires en ce qui concerne la responsabilité de l'État; en particulier, qu'aucun État ne doit pratiquer, permettre ou tolérer les disparitions forcées (article 2), que toute personne privée de liberté soit détenue dans un lieu de détention officiellement reconnu (article 10.1) et qu'un registre officiel de toutes les personnes privées de liberté devrait être tenu dans chaque lieu de détention (article 10.3). Nous voulons également souligner l'article 19 de la Déclaration qui prévoit que les victimes d'actes de disparition forcée et leur famille obtiennent réparation et ont droit à une indemnisation adéquate, y compris les moyens pour une réhabilitation aussi complète que possible.

La non-reconnaissance de la privation de liberté par les fonctionnaires de l'État et le refus de reconnaître la détention constituent une disparition forcée. À cet égard, nous attirons l'attention du gouvernement de Votre Excellence sur le paragraphe 27 de la résolution 68/156 (février 2014) de l'Assemblée générale, « [R]appelle à tous les États qu'une période prolongée de détention au secret ou dans des lieux tenus secrets peut faciliter la pratique de la torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et peut en soi constituer une forme d'un tel traitement, et leur demande instamment de respecter les garanties relatives à la liberté, à la sécurité et à la dignité de la personne et de veiller à ce que tous les lieux de détention et d'interrogatoire secrets disparaissent ».

Enfin, nous souhaiterions également attirer l'attention du gouvernement de Votre Excellence sur les conclusions de l'étude conjointe sur les pratiques mondiales en matière de détention secrète dans le contexte de la lutte contre le terrorisme (A/HRC/13/42), menée par un groupe de titulaires de mandats des Procédures spéciales. Le rapport rappelle, entre autres, que les victimes de détention secrète devraient bénéficier de recours judiciaires et de réparations conformément aux normes internationales pertinentes. Ces normes internationales reconnaissent le droit des victimes à une réparation adéquate, efficace et rapide, qui devrait être proportionnelle à la gravité des violations et du préjudice subi. Étant donné que les familles des personnes disparues ont été reconnues comme des victimes en vertu du droit international, elles devraient également bénéficier d'une réhabilitation et d'une indemnisation (A/HRC/13/42, par. 292(H)).